

INSTITUT GÉOPOLITIQUE HORIZONS

DOSSIER STRATÉGIQUE

LE POUVOIR ALGÉRIEN FACE À L'ÉQUATION KABYLE

Anatomie d'une impasse existentielle

Zone géographique
Kabylie • Algérie • Maghreb • Sahel

Période critique
décembre 2025

IGH-DS-2025-12-001

Diffusion publique • Document stratégique • 35 pages

INFORMATIONS DOCUMENT

Référence	IGH-DS-2025-12-001
Type de document	Dossier Stratégique Premium 3 décembre 2025
Date de production	Décembre 2025
Validité	Jusqu'au 14 décembre 2025 (date critique)
Classification	Analyse Stratégique, Diffusion publique
Zone géographique	Maghreb-Sahel Kabylie, Algérie, Maghreb, Sahel, Afrique Atlantique
Acteurs principaux	MAK, Anavad, Gouvernement algérien, Partis islamistes (MSP, MPA), USA, EAU, Royaume-Uni, Israël, Maroc, Russie

Avertissement

Ce document constitue une analyse stratégique produite par l'Institut Géopolitique Horizons (IGH). Les informations présentées sont issues de sources ouvertes vérifiables, de rapports institutionnels et de renseignements exclusifs IGH.

La situation analysée évolue rapidement.

Une mise à jour quotidienne est recommandée jusqu'à la date critique du 14 décembre 2025.

Ce document intègre des informations exclusives IGH signalées par la mention « Information IGH ».

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le régime de Tebboune fait face à un dilemme stratégique sans précédent depuis l'indépendance : la proclamation d'une **Déclaration Unilatérale d'Indépendance (DUI) de la Kabylie**, prévue le **14 décembre 2025 à Paris**. Contrairement aux contestations antérieures, le Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie (MAK) dispose désormais d'une architecture diplomatique internationale, d'une légitimité historique précoloniale documentée, et d'un leadership structuré.

Les tentatives d'Alger pour obtenir un renoncement se heurtent aux conditions explicites de Ferhat Mehenni : abrogation de l'article 87 bis et libération des détenus politiques **en échange d'un sursis, non d'un abandon**. Cette distinction sémantique révèle la profondeur de l'impasse : toute concession légitime le MAK, toute répression alimente sa cause internationale, toute inaction conduit à la DUI.

► **Point critique : L'acceptation des conditions de Mehenni déclencherait une réaction radicale des courants islamistes et nationalistes arabes, menaçant la cohésion même du système algérien.**

Synthèse des enjeux stratégiques

Dimension	Enjeu stratégique
Temporel	Date butoir du 14 décembre 2025 - Point de non-retour irréversible
Territorial	Risque de fragmentation en cascade (Kabylie, Touaregs, Chaouis, Mzabs)
Diplomatique	Isolement total d'Alger - Distanciation russe - Soutien occidental au MAK
Économique	Réserves de change en baisse - Coût insoutenable d'une répression prolongée
Sécuritaire	Menace d'explosion islamiste - Risque de fracture de l'armée
Régional	Recomposition du Maghreb - Récupération marocaine du Sahara oriental

Informations exclusives IGH

- **Accompagnement stratégique du MAK** : Le MAK bénéficie d'un soutien de think tanks rémunérés par un pays du Golfe que nous avons pu identifier.
- **Accords d'Abraham** : Le MAK pourrait « adhérer » aux Accords d'Abraham sous une version adaptée, transformant radicalement l'équation régionale.
- **Sahara oriental** : En cas d'effondrement de l'Algérie, le Maroc récupérerait ses territoires du Sahara oriental dont il avait été amputé par la France, sans coup férir.

PARTIE I - LA MONTÉE EN PUISSANCE INTERNATIONALE DU MAK

1.1 Un changement qualitatif majeur

Contrairement aux mouvements séparatistes conventionnels, le MAK a réussi en deux ans à établir une infrastructure de relations internationales multi-niveaux. Cette diplomatie parallèle n'est pas cosmétique : elle prépare une reconnaissance post-DUI, sur le modèle progressif du Kosovo (1999-2008) ou du Somaliland (non-reconnu mais fonctionnel depuis 1991). Le MAK construit méthodiquement les prérequis d'une quasi-étaticité.

Cette montée en puissance s'explique par plusieurs facteurs convergents : l'affaiblissement de la position internationale de l'Algérie, la convergence d'intérêts entre plusieurs puissances cherchant à déstabiliser Alger, et la sophistication croissante de la stratégie du MAK sous la direction de Ferhat Mehenni.

1.2 Architecture diplomatique consolidée (2023-2025)

États-Unis

Les contacts du MAK avec l'administration américaine se sont intensifiés depuis 2023, atteignant un niveau sans précédent :

- Contacts établis au département d'État (niveau desk officers Afrique du Nord)
- Relations avec des élus du Congrès (Chambre des Représentants, commissions Affaires étrangères)
- Canaux ouverts avec des conseillers de sécurité nationale
- Participation à des forums de think tanks influents (Hudson Institute, Atlantic Council évoqués dans la documentation)
- Lobbying actif via des cabinets de relations publiques à Washington

Cette présence américaine s'inscrit dans un repositionnement stratégique de Washington vis-à-vis de l'Algérie, perçue comme un allié de plus en plus proche de Moscou et Pékin. Le rapport du New Lines Institute sur les Touaregs algériens (octobre 2025) illustre ce changement de doctrine.

Émirats Arabes Unis

Les relations MAK-EAU constituent l'un des développements les plus significatifs de la période récente :

- Dialogue avec le ministère des Affaires étrangères émirati
- Contacts potentiels avec le National Security Council des EAU
- Convergence d'intérêts sur le dossier maghrébin (opposition commune à l'axe Alger-Ankara)

- Possibilité de financement indirect via des fondations et ONG basées à Abu Dhabi

► **Information IGH exclusive : Le MAK bénéficie d'un accompagnement stratégique de think tanks rémunérés par un pays du Golfe que nous avons identifié. Cette infrastructure de soutien institutionnel renforce considérablement sa capacité de projection diplomatique et sa crédibilité internationale.**

Royaume-Uni

Londres maintient des canaux de communication discrets avec le mouvement kabyle :

- Interlocutions au Foreign Office (niveau working level)
- Réseaux académiques actifs (SOAS, Chatham House)
- Exploitation de la diaspora kabyle londonienne (estimée à 30 000 personnes)
- Présence médiatique sur les chaînes britanniques d'information internationale

Maroc

Le Royaume du Maroc a adopté une posture de soutien de plus en plus explicite :

Soutien officiel déclaré à l'autodétermination de la Kabylie (sources médias marocains)

Coordination stratégique implicite face à Alger

Exploitation du parallèle Sahara/Kabylie dans les forums internationaux

Couverture médiatique favorable dans la presse marocaine (Le360, Hespress, etc.)

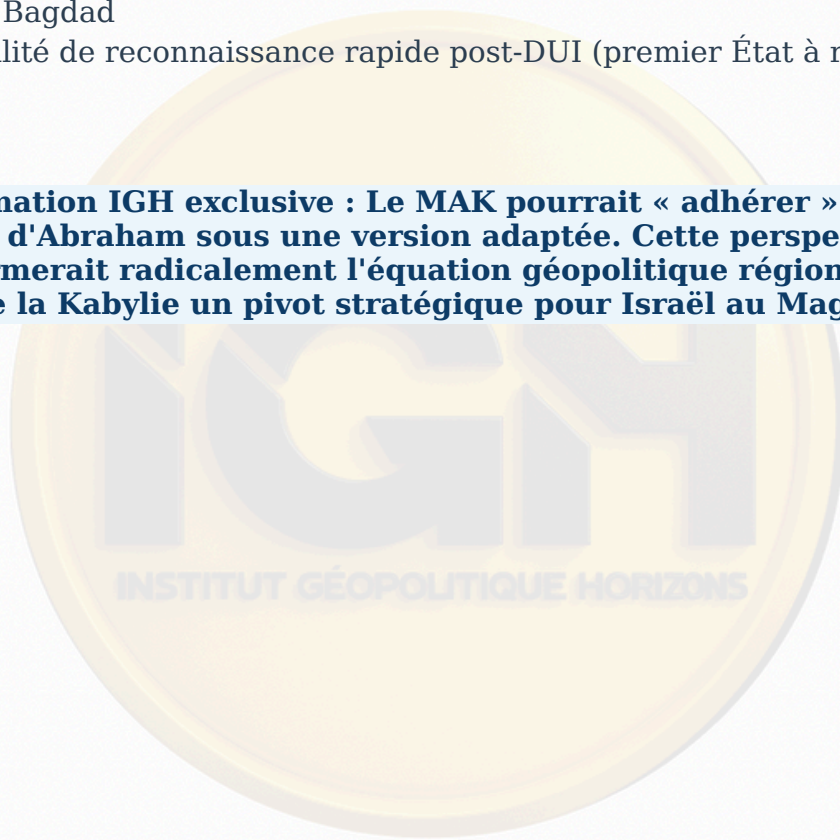
► **Perspective IGH : En cas d'effondrement de l'Algérie, le Maroc récupérerait ses territoires du Sahara oriental dont il avait été amputé par la France, et ce sans coup férir. Cette perspective constitue un bouleversement géopolitique majeur pour l'ensemble du Maghreb.**

Israël

Israël entretient depuis 2020 des contacts discrets avec le MAK, selon plusieurs sources concordantes :

- Révélation de dissidents du MAK (décembre 2024) : accusations de formation d'éléments par Israël
- Convergence d'intérêts évidente : affaiblir l'Algérie (allié de l'Iran, soutien du Hamas/Hezbollah)
- Précédent kurde : Israël a historiquement soutenu les Kurdes irakiens contre Bagdad
- Possibilité de reconnaissance rapide post-DUI (premier État à reconnaître ?)

► **Information IGH exclusive : Le MAK pourrait « adhérer » aux Accords d'Abraham sous une version adaptée. Cette perspective transformerait radicalement l'équation géopolitique régionale et ferait de la Kabylie un pivot stratégique pour Israël au Maghreb.**



1.3 Légitimité historique documentée

Le MAK mobilise un argumentaire historico-juridique sophistiqué qui renverse le rapport de légitimité avec le régime algérien. Cet argumentaire repose sur quatre piliers :

1. **Souveraineté précoloniale** : Existence documentée d'une confédération kabyle autonome avant 1830, incluant les principautés des Aït Abbas, le royaume de Koukou, et une résistance organisée aux Ottomans. Contrairement à l'État algérien créé en 1962, la Kabylie existait comme entité politique distincte avant la colonisation française.
2. **Bataille d'Icherridene (1857)** : Dernier combat pour l'indépendance kabyle contre la France, marquant la chute de la confédération des Aït Abbas. Cette date, choisie symboliquement pour la DUI (14 décembre), incarne la résistance kabyle et la perte de souveraineté précoloniale.
3. **Article 30 de la Constitution algérienne** : Invocation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, inscrit dans le texte fondamental algérien lui-même.
4. **Résolutions 1514 et 1541 de l'ONU (14 et 15 décembre 1960)** : Droit à l'autodétermination des peuples colonisés, appliqué rétroactivement à la « colonisation » algérienne post-1962. Le choix de la date du 14 décembre n'est pas anodin : il cumule la mémoire d'Icherridene et l'anniversaire de cette résolution fondatrice.

Ce récit historique, relayé par des universitaires kabyles en exil, crée une équivalence morale avec le cas saharien : si le Polisario peut revendiquer une indépendance sans État préexistant, pourquoi pas la Kabylie qui en avait un ?

1.4 Leadership structuré et stratégie temporelle

Ferhat Mehenni, président du MAK et de l'Anavad (Gouvernement Provisoire Kabyle), a démontré une maîtrise tactique remarquable dans la conduite de cette crise :

- **Annnonce précoce (congrès du 19 octobre 2025)** : Laisse le temps à la pression internationale de monter tout en maintenant Alger sous tension constante
- **Conditions publiques claires** : Abrogation de l'article 87 bis + libération des détenus = sursis (pas renoncement). Cette formulation est délibérément piégeante
- **Langage juridique précis** : Le terme « sursis » implique une suspension temporaire, maintenant la menace de la DUI comme épée de Damoclès
- **Timing symbolique** : 14 décembre à 18h57 précises, référence explicite à 1857 (bataille d'Icherridene)
- **Lieu stratégique** : Paris, ancienne puissance coloniale, terrain diplomatique neutre, concentration de la diaspora kabyle

Cette **diplomatie coercitive** place Alger dans une posture défensive, inversant le rapport de forces psychologique. Mehenni n'est pas un révolutionnaire impulsif (type Sankara, Lumumba), mais un **tacticien patient** (type Gandhi, Mandela) qui sait que le temps joue pour lui.

PARTIE II - LES TENTATIVES DE CONTACT D'ALGER : SIGNAUX DE PANIQUE

2.1 Émissaires officiels et canaux discrets

Selon les sources kabyles (non confirmées officiellement mais cohérentes avec les patterns de négociation algériens), plusieurs émissaires ont tenté de contacter Ferhat Mehenni depuis l'annonce du 19 octobre. Ces contacts révèlent un état de panique au sommet du régime algérien.

Profils des émissaires

- **Profils diplomatiques** : Un ancien et un actuel généraux de La DGDSE ainsi qu'un ancien ministre résident en France
- **Intermédiaires Kabyle**: Personnalités kabyles proches du pouvoir

Message récurrent

L'objectif de ces contacts était d'obtenir un renoncement total à la DUI, contre des promesses vagues : investissements massifs en Kabylie, postes administratifs pour les élites kabyles, reconnaissance culturelle renforcée (langue tamazight, patrimoine). Ces offres ont été jugées insuffisantes et cosmétiques par le MAK.

2.2 La réponse de Mehenni : conditions non négociables

Ferhat Mehenni a opposé une fin de non-recevoir structurée à toutes les approches algériennes :

- **Pas de renoncement, uniquement un sursis** : Cette distinction sémantique est cruciale. Le MAK maintient la DUI comme horizon indépassable
- **Deux exigences préalables claires et publiques** :
 1. Abrogation formelle de l'article 87 bis du Code pénal
 2. Libération immédiate de tous les détenus d'opinion kabyles (plusieurs centaines)

Cette posture révèle une **stratégie de maximisation** : Mehenni sait que ces conditions sont politiquement inacceptables pour Tebboune, donc la DUI reste l'issue probable. Mais en les formulant publiquement, il :

- Expose l'intransigeance d'Alger devant la communauté internationale
- Justifie la DUI comme réponse à un refus de dialogue
- Crée un précédent pour d'autres revendications régionales (Touaregs, Chaouis)

2.3 Pourquoi Alger ne peut accepter

L'abrogation du 87 bis et la libération des prisonniers équivaldraient à un suicide politique pour le régime. Les conséquences seraient multidimensionnelles et dévastatrices.

Sur le plan juridique

- Reconnaissance implicite de la légitimité du MAK comme interlocuteur politique
- Invalidation de la qualification « terroriste » (décret de mai 2021)
- Création d'un vide juridique pour poursuivre les séparatismes futurs
- Délégitimation de milliers de procédures judiciaires en cours

Sur le plan politique

- Signal de faiblesse interprété comme capitulation par les islamistes
- Précédent immédiat pour les Touaregs (rapport New Lines Institute), Chaouis, Mzabs
- Obligation morale d'entamer des négociations sur l'autonomie (type solution marocaine pour le Sahara)
- Rupture de la coalition parlementaire (MSP, MPA quitteraient le navire)

Sur le plan symbolique

- Remise en cause du dogme de l'« Algérie une et indivisible »
- Effondrement du récit national post-1962 (unanimité révolutionnaire)
- Perte de légitimité du FLN comme parti fondateur de la nation

► **Conclusion : Alger cherche désespérément une sortie de crise qui n'existe pas. Chaque contact officiel confirme l'impasse.**

2.4 L'article 87 bis : instrument de répression, piège politique

Genèse et durcissement

Introduit en 1995 dans un contexte de guerre civile, l'article 87 bis qualifie d'« acte terroriste ou subversif » toute atteinte à la sûreté de l'État, à l'intégrité territoriale ou aux institutions. Les peines vont de 5 ans à la perpétuité (moratoire sur la peine de mort).

L'ordonnance 21-08 (post-Hirak, 2021) a ajouté des dispositions ciblant explicitement le MAK et les rachidistes :

- « Œuvrer ou inciter à changer le système de gouvernance par des moyens non constitutionnels »
- « Porter atteinte à l'intégrité du territoire national »
- « Appeler à la sécession ou à l'autonomie régionale »

Ce texte criminalise **toute dissidence territoriale**, incluant les appels pacifiques à l'autodétermination. Il a été utilisé contre Boualem Sansal (écrivain, arrestation novembre 2024) et des centaines de militants kabyles.

Pourquoi son abrogation est un tabou absolu

Pour le régime algérien, le 87 bis n'est pas un simple article de loi, mais le dernier rempart juridique contre la fragmentation territoriale. Son abrogation signifierait :

1. **Dépénalisation du séparatisme** : Impossible de poursuivre les futurs mouvements autonomistes
2. **Effet domino immédiat** : Touaregs, Chaouis, Mzabs réclameraient la même immunité juridique
3. **Délégitimation du système pénal** : Milliers de prisonniers politiques deviendraient des victimes d'une justice arbitraire
4. **Pression internationale** : ONG (HRW, Amnesty) exigeraient des réparations, CPI potentiellement saisie

► **Paradoxe : Cet article, conçu pour protéger l'unité nationale, devient l'obstacle à toute négociation avec le MAK. En refusant de l'abroger, Alger garantit la DUI. En l'abrogeant, Alger légitime le séparatisme.**

Comparaison avec le cas saharien

Le MAK exploite habilement l'incohérence algérienne :

- Alger soutient le droit à l'autodétermination du Sahara (sans légitimité historique précoloniale claire)
- Alger refuse le droit à l'autodétermination de la Kabylie (avec légitimité historique documentée)

Cette contradiction, martelée par le MAK dans les forums internationaux, érode la crédibilité diplomatique algérienne. Le Maroc en profite pour souligner cette hypocrisie, renforçant sa position sur le Sahara occidental marocain.

PARTIE III - LA MENACE ISLAMISTE : BOMBE À RETARDEMENT INTERNE

3.1 Ancrages sociaux et institutionnel des islamistes

Les partis islamiste algériens (MSP de Abderrazak Makri, MPA ex-HMS) disposent d'un pouvoir structurel disproportionné par rapport à leur poids électoral. Cette infrastructure constitue une contrainte existentielle pour Tebboune.

Implantation territoriale

- Contrôle de centaines d'APC (Assemblées Populaires Communales) dans les wilayas arabophones
 - Gestion de daïras (subdivisions administratives) dans les bastions (Annaba, Constantine, Batna)
- Influence sur les services publics locaux (état civil, urbanisme, aide sociale)

Réseaux sociaux et religieux

- Domination des mosquées via le ministère des Affaires religieuses (wakfs)
- Associations caritatives (El Qiyam, Irshad) distribuant aides et emplois
- Écoles coraniques formant les cadres moyens de l'administration

Pénétration de la « petite administration »

- Fonctionnaires locaux (éducation, santé) sympathisants islamistes
- Imams appointés par l'État mais idéologiquement salafistes
- Élus locaux MSP/MPA alliés du pouvoir central contre le Hirak

Cette **infrastructure islamiste** survit depuis la décennie noire (1990s), tolérée par le pouvoir comme contrepoids aux laïcs et berbéristes. Mais elle constitue désormais une **contrainte existentielle** pour Tebboune.

3.2 Mémoire traumatique anti-kabyle

Les islamistes algériens entretiennent une hostilité viscérale envers la Kabylie, enracinée dans trois traumatismes historiques :

- 1. Guerre civile (1990s) :** Les Kabyles ont formé des comités d'autodéfense contre le GIA et le FIS, perçus comme imposant l'arabisation islamique. Massacres réciproques (Bentalha, Raïs), mais les islamistes accusent les Kabyles d'avoir soutenu l'armée contre eux.
- 2. « Printemps berbère » (1980) et Hirak (2019) :** Mouvements laïcs et identitaires nés en Kabylie, vus comme des complots anti-arabe et anti-islam. Les islamistes y voient une ingérence occidentale (France, Israël) pour diviser l'oumma.
- 3. Conversion des chrétiens kabyles :** Émergence d'Églises évangéliques en Kabylie, dénoncée comme « apostasie collective » par les prédicateurs

salafistes. Les appels récents des chrétiens kabyles aux USA alimentent la paranoïa islamiste.

Rhétorique actuelle : Le MAK est qualifié de « mouvement raciste anti-arabe », « agent sioniste », « complot marocain », « croisade laïque ». Cette diabolisation prépare idéologiquement une répression violente.



3.3 Réaction prévisible à une concession kabyle

Si Tebboune abroge le 87 bis et libère les détenus kabyles, les islamistes réagiront selon trois scénarios emboîtés :

Scénario	Description	Probabilité
Scénario 1	Pression politique institutionnelle : retrait du MSP/MPA de la coalition, manifestations « pro-unité », fatwa collective des oulémas, appels à la démission de Tebboune	Certain (100%)
Scénario 2	Mobilisation de rue et violence ciblée : marches encadrées par associations islamistes, affrontements, attaques contre symboles kabyles, risque de pogrom anti-kabyle dans quartiers mixtes	Probable (60%)
Scénario 3	Insurrection djihadiste localisée : réactivation de cellules dormantes AQMI/Jund al-Khilafa, attentats ciblés contre installations kabyles, tentative de coup d'État militaire soutenu par islamistes	Possible (20-30%)

3.4 Isolation des islamistes modérés

Un autre risque majeur : si Tebboune cède au MAK, les islamistes modérés (MSP de Makri, partisan du jeu institutionnel) seraient débordés par les salafistes durs (courant madkhaliste pro-armée ou qutbiste révolutionnaire). Cela pourrait fracturer l'islam politique algérien, avec trois conséquences :

- 1.Radicalisation accélérée** : Les modérés, discrédités, perdraient le contrôle de la base au profit des extrémistes
- 2.Répression en chaîne** : Tebboune devrait réprimer les islamistes radicaux, créant un front anti-régime kabyle + islamiste
- 3.Chaos institutionnel** : Effondrement de la coalition parlementaire, crise de légitimité du président

► **Conclusion : Toute concession kabyle déclenche une crise islamiste, potentiellement plus déstabilisante que la question kabyle elle-même.**

PARTIE IV - LES AUTRES MINORITÉS : EFFET DOMINO GARANTI

4.1 Les Touaregs : cas le plus critique

Rapport New Lines Institute (octobre 2025) : Ce think tank américain indépendant a publié « *U.S. Engagement With Algeria's Tuareg Is a Strategic Imperative* », alertant sur la situation des Touaregs algériens :

- **Marginalisation économique :** Chômage des jeunes touaregs supérieur à 30% dans les provinces sud (Tamanrasset, Illizi)
- **Pauvreté multidimensionnelle :** Trois fois plus élevée en zones rurales touarègues (31%) qu'en zones urbaines (8%)
- **Négligence infrastructurelle :** Absence d'hôpitaux, routes, écoles malgré les richesses gazières du Sahara
- **Exclusion politique :** Sous-représentation dans l'administration et l'armée, méfiance historique d'Alger envers les nomades frontaliers

Recommandations du rapport

- Engagement diplomatique américain direct avec les Touaregs algériens
- Soutien à une représentation structurée (quotas dans les postes publics sudistes)
- Partenariats bilatéraux pour développement économique (gaz, tourisme saharien)
- Renforcement institutionnel (conseils régionaux autonomes pour Tamanrasset, Illizi)

Réaction algérienne : Algérie Patriotique a dénoncé un « complot CIA pour kurdiser les Touaregs », accusant Washington de vouloir fabriquer une « question » séparatiste sur le modèle kurde irakien. Cette paranoïa révèle la sensibilité du dossier.

► **Conséquence immédiate d'une autonomie kabyle : Les Touaregs réclameraient immédiatement les mêmes droits, avec trois arguments : (1) marginalisation documentée par un think tank occidental, (2) précédent kabyle, (3) liens transfrontaliers avec les Touaregs maliens et nigériens.**

4.2 Les Chaouis : nationalisme ethnique dormant

Les **Chaouis** (Aurès, Khenchela, Batna) constituent la deuxième population berbérophone d'Algérie après les Kabyles (~3 millions de locuteurs). Ils partagent avec les Kabyles :

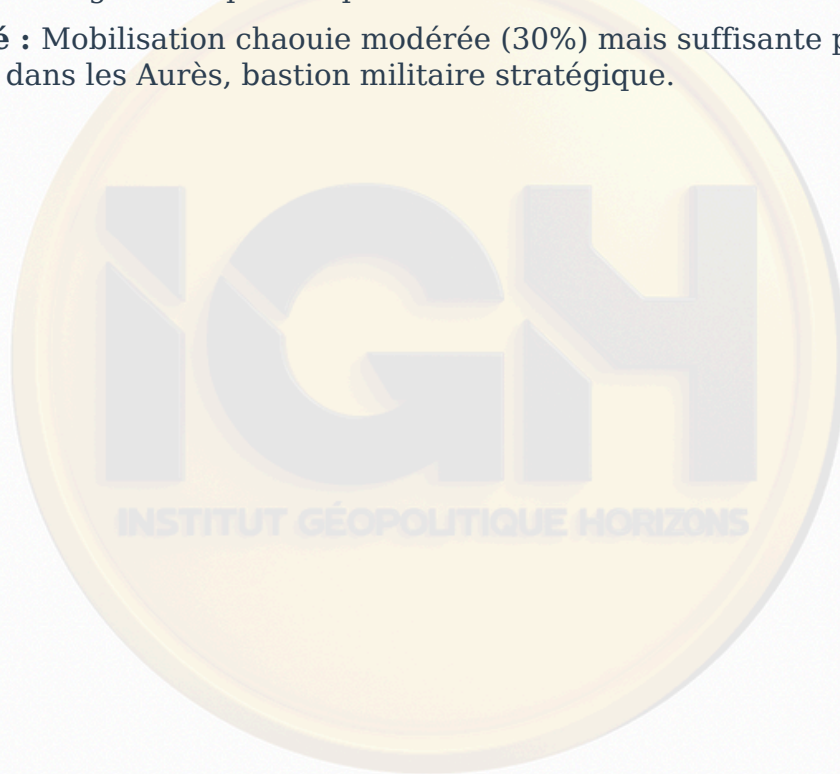
- Marginalisation culturelle (arabisation forcée de l'enseignement)
- Sous-représentation politique (bien que la région soit un bastion militaire)
- Mémoire historique de résistance (insurrection de 1916 contre les Français)

Différences clés avec les Kabyles

- Les Chaouis sont moins politisés (pas de mouvement séparatiste structuré)
 - Ils sont majoritairement conservateurs et religieux (influence salafiste forte)
- Ils entretiennent des relations ambivalentes avec le pouvoir central (élites militaires chaouis nombreuses)

Effet domino probable : Si la Kabylie obtient l'autonomie, des intellectuels chaouis (minoritaires mais actifs) revendiqueraient une autonomie culturelle des Aurès. Tension interne : les Chaouis islamistes rejetteraient tout séparatisme, mais les Chaouis laïcs/berbéristes l'embrasseraient. Fragmentation intra-chaouie, plus dangereuse qu'un séparatisme unifié.

Probabilité : Mobilisation chaouie modérée (30%) mais suffisante pour créer une crise locale dans les Aurès, bastion militaire stratégique.



4.3 Les Mzabs : autonomie religieuse déjà effective

Les **Mzabs** (vallée du Mzab, Ghardaïa) sont une minorité ibadite berbérophone (~200 000 personnes), avec une organisation sociale unique :

- **Autonomie religieuse** : Jurisprudence ibadite distincte du sunnisme majoritaire
- **Économie florissante** : Contrôle du commerce de détail dans toute l'Algérie (épiceries, boucheries)
- **Tensions récurrentes** : Affrontements intercommunautaires à Ghardaïa (2013-2015) avec les Arabes malékites

Revendications actuelles

- Protection de leur statut personnel ibadite
- Reconnaissance de leur identité amazighe
- Autonomie administrative de la vallée du Mzab (région à statut spécial)

Effet domino probable : Si la Kabylie obtient l'autonomie, les Mzabs réclameraient une autonomie territoriale de la vallée du Mzab, avec gestion locale des ressources et de la justice. Risque de sécession économique (boycott du système fiscal central) et de violence intercommunautaire (opposition des Arabes de Ghardaïa).

Probabilité : Mobilisation mzab certaine (80%), avec risque de guerre civile locale à Ghardaïa.

4.4 Synthèse : fragmentation en cascade

L'autonomie kabyle déclencherait mécaniquement des revendications touarègues (quasi-certaines), chaouis (probables) et mzabs (certaines). Le régime algérien se retrouverait face à **quatre fronts séparatistes simultanés**, ingérable militairement et politiquement. C'est précisément ce scénario catastrophe qui paralyse Tebboune.

Minorité	Population	Revendication	Probabilité
Kabyles	~5 millions	Indépendance	DUI prévue
Touaregs	~1,5 million	Autonomie/ Indépendance	Quasi-certaine
Chaouis	~3 millions	Autonomie culturelle	Probable (30%)
Mzabs	~200 000	Autonomie territoriale	Certaine (80%)

PARTIE V - LE PRÉCÉDENT POLISARIO : HOIST BY HIS OWN PETARD

5.1 Alger créateur du modèle DUI au Maghreb

L'Algérie a inventé et perfectionné le modèle de la Déclaration Unilatérale d'Indépendance au Maghreb avec le Polisario/RASD (1976). La stratégie algérienne s'est déployée en cinq étapes :

1. **Formation d'un mouvement armé** : Création du Polisario en 1973, soutien logistique et militaire algérien massif
2. **DUI symbolique** : Proclamation de la RASD le 27 février 1976 à Bir Lehlou (Sahara occidental)
3. **Reconnaissance internationale progressive** : 46 États reconnaissent la RASD, siège à l'UA
4. **Guerre d'usure** : Conflit armé avec le Maroc (1975-1991), puis guerre diplomatique (1991-2025)
5. **Exploitation de l'ONU** : Référendum jamais organisé, maintien du statu quo favorable au Polisario

Stratégie algérienne : Créer un État fantôme (RASD) sans territoire effectif, mais avec légitimité internationale suffisante pour bloquer le Maroc indéfiniment (jusqu'au 31 octobre 2025 et la résolution 27970).

5.2 Le MAK applique le manuel algérien... contre Alger

Le MAK a étudié chaque étape du modèle Polisario:

POLISARIO (1973-1976)	MAK (2001-2025)
Création du mouvement (1973)	Création du MAK (2001)
Formation gouvernement exil RASD (1976)	Formation de l'Anavad (2010)
Soutien algérien (armement, camps)	Soutien occidental (diplomatie, think thanks)
DUI à Bir Lehlou (1976)	DUI prévue à Paris (2025)
Reconnaissance africaine (46 États)	Reconnaissance ciblée (USA, EAU, Israël ?)
Guerre asymétrique armée	Guerre informationnelle et cognitive
Exploitation ONU (résolution 1514)	Exploitation ONU (résolution 1514)

Différences clés en faveur du MAK

1. **Légitimité historique supérieure** : La Kabylie existait avant 1830 comme entité politique, le Sahara occidental n'a jamais été un État unifié
2. **Population sur place** : 5 millions de Kabyles en Kabylie vs moins de 200 000 Sahraouis dans les camps de Tindouf
3. **Économie viable** : La Kabylie est autosuffisante (agriculture, industrie), le Polisario dépend totalement de l'aide algérienne

Conclusion implacable : Si le Polisario peut proclamer une indépendance sans légitimité historique claire et être reconnu par 46 États, pourquoi pas la Kabylie ?



5.3 Le piège dialectique pour Alger

Le régime algérien est pris dans une contradiction performative irrésoluble :

Thèse algérienne : Le droit à l'autodétermination est sacré (cas saharien)

Antithèse kabyle : Nous réclamons l'autodétermination (cas kabyle)

Synthèse logique : Alger doit accepter l'autodétermination kabyle

Réponse algérienne : Le cas kabyle est différent car :

- La Kabylie fait partie intégrante de l'Algérie depuis 1962
- Le Sahara occidental n'a jamais été marocain (contestable historiquement)
- Le MAK est un mouvement terroriste (classification de 2021)

Contre-argument MAK :

- La Kabylie était indépendante avant 1830, l'Algérie n'a été créée qu'en 1962
- Le Sahara occidental a fait partie du Maroc historique (sultanat chérifien)
- La classification terroriste est politique, non factuelle (MAK non-violent depuis 2001)

► **En créant le précédent Polisario, Alger a forgé l'arme qui pourrait détruire son intégrité territoriale. C'est la définition du « hoist by his own petard » shakespearien.**

PARTIE VI - L'ISOLEMENT STRATÉGIQUE D'ALGER

6.1 La distanciation russe : rupture d'un partenariat historique

La relation russo-algérienne, historiquement fondée sur la coopération militaire et une méfiance partagée envers l'Occident, connaît une **distanciation progressive mais structurelle** depuis 2023. Cette évolution constitue un tournant majeur dans l'environnement géopolitique de l'Algérie.

Facteurs de rupture

- 1. Blocage BRICS (2023) :** La Russie a empêché l'adhésion de l'Algérie aux BRICS. Lavrov a déclaré que les critères d'adhésion incluent le « poids politique, l'influence et la position internationale », suggérant qu'Alger ne partage pas suffisamment la « vision commune » du bloc. Ces mots ont été perçus comme une humiliation publique.
- 2. Réorientation sahélienne :** Moscou privilégie désormais ses partenaires engagés dans ses lignes de confrontation – Mali, Libye, Burkina Faso – via l'Africa Corps (ex-Wagner). L'Algérie, avec sa posture non-alignée et son équilibre diplomatique prudent, est perçue comme « tiède ».
- 3. Déclarations Lavrov (octobre 2025) :** Le ministre russe des Affaires étrangères a qualifié les frontières algériennes d'« artificielles », héritées de la colonisation française, citant explicitement les Touaregs divisés entre l'Algérie et le Mali. Cette déclaration – sans réaction forte d'Alger – constitue une légitimation implicite des revendications séparatistes touarègues.
- 4. Soutien au plan marocain :** Moscou a adopté une position favorable au plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental, point de rupture sensible pour Alger.
- 5. Tensions Algérie-Mali :** L'incident du drone malien abattu (avril 2025) et les tensions frontalières placent Alger en opposition directe avec un allié russe clé au Sahel.

► **Conclusion : Moscou ne sauvera pas Alger. Contrairement à l'analyse qui présentait la Russie comme un « soutien rhétorique faible », Moscou adopte désormais une posture potentiellement hostile aux intérêts algériens. La Russie a choisi son camp - le Mali et le Maroc plutôt que l'Algérie.**

PARTIE VII - IMPLICATIONS RÉGIONALES

7.1 Le Maroc : grand bénéficiaire stratégique

La crise kabyle constitue une aubaine géostratégique inespérée pour Rabat :

Avantages immédiats

- **Diversión algérienne** : Alger, accaparé par la Kabylie, réduit mécaniquement son soutien au Polisario (financier, diplomatique, militaire)
- **Argument du miroir** : Le Maroc peut souligner l'hypocrisie algérienne sur l'autodétermination dans tous les forums internationaux
- **Validation du plan d'autonomie** : Si l'Algérie offre l'autonomie à la Kabylie, elle valide de facto le modèle marocain pour le Sahara occidental marocain
- **Affaiblissement du rival** : Fragmentation territoriale de l'Algérie, chaos interne, effondrement économique

Stratégie marocaine probable

- Soutien de la société civile marocaine au MAK : relais médiatiques, lobbying international
- Reconnaissance rapide : le Maroc pourrait être parmi les premiers États à reconnaître la Kabylie
- Exploitation diplomatique : à chaque forum international, marteler la contradiction algérienne

► **En cas d'effondrement de l'Algérie, le Maroc récupérerait ses territoires du Sahara oriental dont il avait été amputé par la France, et ce sans coup férir. Cette perspective constitue un bouleversement géopolitique majeur pour l'ensemble du Maghreb.**

7.2 La Tunisie : dilemme de voisinage

La Tunisie, coincée entre Alger et Tripoli, fait face à un choix impossible :

- **Si soutien à Alger** : Maintien des relations avec le grand voisin, mais risque d'afflux de réfugiés kabyles (50 000 à 100 000), tensions avec le Maroc
- **Si neutralité** : réaction d'Alger (pression économique), incapacité de gérer l'afflux de réfugiés seule
- **Si soutien au MAK** : Rupture avec Alger (catastrophique pour la Tunisie, dépendante du gaz algérien)

La Tunisie optera probablement pour une neutralité embarrassée, accueillant les réfugiés kabyles par nécessité mais refusant toute reconnaissance du MAK.

7.3 Le Sahel : déstabilisation garantie

La crise kabyle aura des répercussions immédiates au Sahel :

- **Mali** : Réduction du soutien algérien, opportunité pour les Touaregs maliens de relancer la rébellion en Azawad, Alger incapable de jouer son rôle de médiateur
- **Niger** : Déstabilisation de la frontière algéro-nigérienne, opportunités pour les groupes djihadistes (EIGS, JNIM), possible soulèvement touareg nigérien
- **Tchad** : Rupture des routes de contrebande trans-sahariennes, afflux de combattants et d'armes

► **La crise kabyle affaiblit le rôle d'État-pivot de l'Algérie au Sahel, créant un vide sécuritaire exploité par les djihadistes et les séparatistes.**



7.4 L'Europe : trilemme migratoire, énergétique et diplomatique

L'Union européenne fait face à un trilemme :

Dimension migratoire

- Afflux potentiel de 100 000 à 500 000 réfugiés kabyles vers l'Europe (via Tunisie, Libye, Maroc)
- Saturation des centres d'accueil en Italie, Espagne, France
- Montée des partis d'extrême-droite exploitant la « nouvelle crise migratoire »

Dimension énergétique

- L'Algérie fournit ~11% du gaz européen (gazoduc Medgaz vers l'Espagne, GNL)
- Une guerre civile algérienne interromprait ces livraisons (chaos au Sahara gazier, sabotages)
- Flambée des prix du gaz en Europe (hiver 2025-2026)

Dimension diplomatique

- Pression pour reconnaître ou soutenir le MAK (valeurs démocratiques, droits humains)
- Mais risque de rupture avec Alger (partenaire stratégique contre le terrorisme et l'immigration)

L'Europe tentera probablement une médiation désespérée pour éviter la DUI, mais n'a aucun levier réel sur Alger ou le MAK. Elle se préparera au pire.

PARTIE VIII - OPTIONS TACTIQUES D'ALGER : TOUTES PERDANTES

Le régime algérien dispose de cinq options théoriques. **Tout est perdant.**

Option	Description	Conséquences	Probabilité
Répression massive	Opération militaire, arrestations massives, blackout médiatique, siège de Tizi Ouzou	Guérilla, sanctions, exode réfugiés, radicalisation MAK	60%
Négociation partielle	Offre cosmétique (investissements, postes), refus du 87bis	Rejet MAK, humiliation publique, DUI maintenue	2%
Acceptation totale	Abrogation 87 bis, libération détenus, dialogue national	Explosion islamiste, effet domino minorités, effondrement régime	15%
Inaction	Ignorer la menace, laisser faire la DUI	DUI proclamée, humiliation, signal de faiblesse fatal	10%
False flag	Attentat organisé attribué au MAK, état d'urgence	Risque de dévoilement, effondrement si découvert	13%

► **Tebboune est dans une impasse stratégique parfaite (zugzwang échiquéen : toute action aggrave la situation). C'est la définition du « pied du mur ».**

PARTIE IX - SCÉNARIOS POST-DUI

9.1 Scénario 1 : Reconnaissance progressive

Sur le modèle du Kosovo (1999-2008) :

- 3-5 États reconnaissent immédiatement la Kabylie (Israël, certains pays africains anti-Alger, micro-États)
- 10-15 États reconnaissent dans les 6 mois (EAU, pays du Golfe, États européens dissidents)
- Établissement de représentations diplomatiques informelles (bureaux MAK dans les capitales)
- Demande d'adhésion comme observateur à l'ONU (bloquée par le Conseil de sécurité, mais symbolique)
- Construction progressive d'institutions quasi-étatiques kabyles

9.2 Scénario 2 : Répression et radicalisation

C'est la réponse réflexe du régime algérien depuis 1962 :

- Opération militaire massive en Kabylie (siège de Tizi Ouzou, Béjaïa)
- Milliers d'arrestations, coupure d'Internet, blackout médiatique
- Exode de réfugiés kabyles vers la Tunisie et l'Europe (50 000 à 100 000)
- Internationalisation de la crise (condamnations ONU, sanctions européennes possibles)
- Radicalisation du MAK : passage à la lutte armée (modèle PKK kurde)
- Risque de fracture de l'armée (officiers kabyles déserteurs)

9.3 Scénario 3 : Négociation sous pression

Modèle catalan inversé – négociation tardive après pression maximale:

- Alger accepte finalement une autonomie limitée (fédéralisme asymétrique)
- Statut spécial pour la Kabylie (langue, éducation, fiscalité partiellement autonome)
- Maintien symbolique dans l'Algérie (drapeau, armée)
- **Risque majeur** : rejet par les islamistes + revendications immédiates des autres minorités

9.4 Scénario de crise maximale : la « somalisation » de l'Algérie

Chronologie d'un effondrement potentiel (2025-2028):

Phase 1 : DUI et répression (décembre 2025 - mars 2026)

- 14 décembre 2025 : DUI proclamée à Paris
- 15-20 décembre : Opération « Unité » (répression massive, 50 000 soldats)
- Janvier 2026 : Siège de Tizi Ouzou et Béjaïa, milliers d'arrestations
- Février-Mars 2026 : Exode de réfugiés, débuts de guérilla, condamnations internationales

Phase 2 : Fragmentation (avril-septembre 2026)

- Premières désertions d'officiers kabyles de l'ANP
- Explosion islamiste (marches, violences, possiblement attentat majeur)
- Proclamation de la « République de l'Azawad algérien » par les Touaregs

Phase 3 : Guerre civile multipolaire (2026-2027)

- Algérie divisée en 4 zones : gouvernementale, Kabylie libre, Sud touareg, zones djihadistes
- Reconnaissances internationales progressives
- Effondrement économique total

Phase 4 : Partition (2028)

- Accord de cessez-le-feu sous médiation ONU
- République de Kabylie reconnue par 30+ États
- Azawad algérien autonome (fédéralisme)
- Algérie résiduelle (République arabo-islamique)

Bilan estimé (Evaluation approximative)

Pertes humaines	50 000 à 100 000 morts (guerre civile, massacres, attentats)
Déplacés internes	500 000 à 1 million
Réfugiés	200 000 à 500 000 (Europe, Maghreb)
Impact économique	PIB divisé par 3, exportations hydrocarbures -60%

PARTIE X - CHRONOLOGIE DE CRISE

10.1 Événements clés

Date	Événement
2001	Création du Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie (MAK)
Mai 2021	Formation de l'Anavad (Gouvernement Provisoire Kabyle)
2021-2023	Algérie classe le MAK comme « organisation terroriste »
2023	Durcissement de l'article 87 bis, arrestations massives de militants kabyles
2023-2025	Russie bloque l'adhésion de l'Algérie aux BRICS
Octobre 2025	Montée en puissance diplomatique du MAK (USA, EAU, Royaume-Uni, Israël)
Octobre 2025	Rapport New Lines Institute sur les Touaregs algériens
19 octobre 2025	Déclarations Lavrov sur frontières « artificielles » de l'Algérie
Novembre 2025	Congrès du MAK : annonce de la DUI pour le 14 décembre 2025
Novembre 2025	Tentatives de contact d'Alger avec Ferhat Mehenni (échec)
Novembre 2025	Mehenni pose ses conditions publiques : abrogation 87 bis + libération = sursis
14 déc. 2025, 18h57	PROCLAMATION PRÉVUE DE LA DUI À PARIS

10.2 Compte à rebours critique

La période novembre-décembre 2025 constitue une fenêtre de négociation décroissante :

- **Semaines 1-2 (mi-novembre)** : Contacts officieux, tentatives de pression sur Mehenni, offres cosmétiques
- **Semaines 3-4 (fin novembre)** : Durcissement rhétorique algérien, arrestations préventives en Kabylie, mobilisation militaire discrète
- **Semaines 5-6 (début décembre)** : Ultimatum implicite d'Alger, contre-offensive médiatique (« complot sioniste »), pressions diplomatiques sur Paris
- **Semaine 7 (7-14 décembre)** : Point de non-retour, mobilisation diaspora kabyle, couverture médiatique internationale, impossibilité de reculer

► **Chaque jour sans concession d'Alger renforce la détermination du MAK. Le 14 décembre devient une prophétie autoréalisatrice.**

CONCLUSION : AUTOPSIE D'UNE IMPASSE EXISTENTIELLE

Le régime algérien, incarné par le président Abdelmadjid Tebboune, se trouve dans une **impasse existentielle** sans précédent depuis l'indépendance de 1962. La proclamation annoncée d'une Déclaration Unilatérale d'Indépendance de la Kabylie le 14 décembre 2025 constitue un piège stratégique parfait dont aucune issue ne permet la survie du système actuel.

Les trois impossibilités stratégiques

Impossibilité 1 : Accepter les conditions du MAK

- Abroger le 87 bis = légitimer le séparatisme, déclencher l'explosion islamiste, effet domino minoritaire
- Libérer les détenus = reconnaître l'arbitraire de leur emprisonnement, délégitimer le système judiciaire
- **Conséquence** : Implosion du régime, guerre civile, partition garantie

Impossibilité 2 : Réprimer massivement

- Opération militaire = radicalisation du MAK, internationalisation, sanctions occidentales
- Coût économique insoutenable (1-2 milliards USD/an) dans un contexte de crise budgétaire
- Risque de fracture de l'armée (officiers kabyles), de guérilla prolongée, de chaos humanitaire
- **Conséquence** : Victoire tactique, défaite stratégique, enlisement

Impossibilité 3 : Ne rien faire

- Laisser proclamer la DUI = humiliation publique, signal de faiblesse pour les autres minorités
- Reconnaissance internationale progressive, perte de contrôle territorial, délégitimation totale
- **Conséquence** : Effondrement par passivité, partition par défaut

L'ironie historique

Le régime algérien, qui a passé 50 ans à soutenir le droit à l'autodétermination du Sahara occidental, se retrouve confronté à la même revendication sur son propre territoire, avec une légitimité historique supérieure. En créant le précédent Polisario, Alger a forgé l'arme qui pourrait détruire son intégrité territoriale.

Projection IGH

Le 14 décembre 2025 ne sera pas seulement une date dans l'histoire kabyle, mais un **tournant géopolitique majeur** pour tout le Maghreb. Les répercussions se feront sentir de Rabat à Tripoli, de Bamako à Paris, de Washington à Moscou. Quelle que soit la décision de Tebboune, l'Algérie entre dans une phase de fragmentation irréversible. La question n'est plus « comment éviter la crise » mais « comment gérer l'effondrement ».

—————
« Tebboune est au pied du mur. Et le mur s'effondre. »
—————

ANNEXES

Annexe A - Données économiques critiques

L'Algérie présente une vulnérabilité économique structurelle qui limite sa capacité à gérer une crise prolongée :

Indicateur	2024	Projection crise
Réserves de change	62 milliards USD	30-40 milliards USD
Exportations hydrocarbures	~35 milliards USD/an	15-20 milliards USD/an
PIB	~200 milliards USD	120-150 milliards USD
Chômage jeunes	30% (officiel)	>60%
Inflation	9% (officiel)	>30% (hyperinflation)
Coût guerre Kabylie (estimé)	—	1-2 milliards USD/an
Subventions publiques	~20% du PIB	Insoutenables

Vulnérabilité critique : L'Algérie ne peut financer simultanément une guerre en Kabylie, le maintien du niveau de vie (subventions), la loyauté de l'armée (salaires, équipements), et le soutien au Polisario. Toute crise prolongée menace la solvabilité du régime, déclenchant potentiellement des émeutes de la faim (précédents de 1988, 2011, 2019).

Annexe B - Acteurs clés et positions

Acteur	Position	Intérêt	Capacité
MAK/Anavad	Pro-indépendance	Souveraineté kabyle	Haute (diplomatie)
Ferhat Mehenni	Leader MAK	Indépendance kabyle	Haute (légitimité)
Régime algérien	Anti-séparatisme	Unité territoriale	Moyenne (coût élevé)
Tebboune	Défense intégrité	Survie politique	Faible (options perdantes)
Islamistes (MSP)	Anti-autonomie kabyle	Unité arabo-islamique	Moyenne (influence sociale)
Touaregs algériens	Autonomie/indépendance	Droits, développement	Faible (mais précédent)



Annexe C - Comparaisons historiques

La situation algérienne peut être comparée à plusieurs précédents historiques de fragmentation étatique :

Cas	Similitudes	Différences	Issue
Kosovo (1999-2008)	Répression, intervention OTAN, reconnaissance progressive	Kosovo = majorité albanaise, Kabylie = minorité	Indépendance (110 États)
Kurdistan irakien	Autonomie de facto, soutien occidental, répression historique	Kurdistan = zone autonome reconnue	Autonomie fédérale
Catalogne (2017)	DUI proclamée, répression espagnole	Catalogne = non-violence totale, Espagne = démocratie	Échec (pas reconnaissance)
Somaliland (1991)	DUI, non-reconnaissance, État fonctionnel	Somaliland = unanimité locale	Non-reconnu mais stable
Yougoslavie (1991-95)	Fragmentation ethnique, guerre civile, intervention OTAN	6 républiques distinctes	Partition (7 États)
Libye (2011-)	Révolution, intervention OTAN, fragmentation	10+ milices tribales	Partition de facto (chaos)

Leçon : La reconnaissance internationale dépend de trois facteurs : (1) soutien d'une grande puissance (USA pour Kosovo), (2) contexte géopolitique favorable, (3) viabilité de l'entité. La Kabylie remplit potentiellement les trois critères.

Annexe D - Sources documentaires

Rapports institutionnels

- **NewLines Institute (octobre 2025)** : « U.S. Engagement With Algeria's Tuareg Is a Strategic Imperative » – Analyse de la marginalisation des Touaregs algériens et recommandations d'engagement américain
- **Article 87 bis du Code pénal algérien** : Texte fondamental criminalisant le séparatisme (1995, durci 2021)
- **Résolution 1514 de l'ONU (14 décembre 1960)** : Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux peuples coloniaux

Sources médiatiques principales

- **Sources francophones** : Le360 (Maroc), Jeune Afrique, RFI, Le Monde Afrique, Algérie Patriotique
- **Sources anglophones** : Reuters, African Business, Al-Monitor, Foreign Policy
- **Sources arabophones** : Al Jazeera Arabic, Sky News Arabia, APS
- **Sources spécialisées** : Kabyle.com, Horizons.ma, Maroc Hebdo

Think tanks et institutions

- Hudson Institute (Washington)
- Atlantic Council (Washington)
- Chatham House (Londres)
- SOAS University of London
- New Lines Institute (Washington)

Annexe E - Glossaire

MAK	Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie, fondé en 2001 par Ferhat Mehenni
Anavad	Gouvernement Provisoire Kabyle (en exil), formé en 2010
DUI	Déclaration Unilatérale d'Indépendance
Article 87 bis	Article du Code pénal algérien criminalisant les actes « terroristes ou subversifs », incluant les appels au séparatisme
MSP	Mouvement de la Société pour la Paix, principal parti islamiste algérien
ANP	Armée Nationale Populaire (forces armées algériennes)
RASD	République Arabe Sahraouie Démocratique, proclamée par le Polisario en 1976
Icherridene	Bataille du 14 décembre 1857, dernière résistance kabyle contre la colonisation française
Tamazight	Langue berbère, parlée en Kabylie et dans d'autres régions du Maghreb
Ibadites	Branche de l'islam distincte du sunnisme et du chiisme, présente notamment dans la vallée du Mزاب
Africa Corps	Nouveau nom du groupe paramilitaire russe Wagner, actif au Sahel
Zugzwang	Terme d'échecs désignant une situation où tout mouvement aggrave la position du joueur

@INSTITUT GÉOPOLITIQUE HORIZONS IGH

Tanger Décembre 2025

www.horizons.ma